Cause Commune

numéro 25 - automne 2009

Journal anarchiste

www.causecommune.net



Si les élections pouvaient changer la ville...

Elles seraient INTERDITES !

Cet automne, les villes québécoises seront en campagne électorale. Avec quelques 8000 postes à combler, on imagine déjà des débats enlevants et relevés, à l'image de notre vigoureuse démocratie municipale... En fait, pas vraiment. Si les élections réussissent à attirer l'attention de la majorité, ça va être une grande surprise.

Lors des dernières élections municipales, en 2005, il ne s'est même pas trouvé assez de politiciens et de politiciennes pour qu'il y ait élection à tous les postes. Dans la majorité des cas, les gens ont été élus par acclamation. Sept sièges de maires sont même restés vacants! Du côté de l'électorat, la moyenne du taux de participation fut de 45%. Dans la grande région montréalaise, à peine le tiers des gens sont alles voter (35% à Montréal, 31% à Laval). Il faut aller en Gaspésie et sur la Côte-Nord pour trouver des taux de participation dépassant 60%. En bref, la politique municipale n'intéresse plus personne.

Il n'empêche que la tournure que prend la politique municipale en inquiète plusieurs. La corruption, l'autoritarisme et le paternalisme sont au menu de nombreux conseils de ville. Certains accros de la politique vont s'intéresser aux enjeux et chercher l'alternative progressiste ou le vote stratégique à exercer. L'ennui, c'est que la gauche est complètement laminée sur la scène municipale et qu'on serait bien en peine de distinguer les idées et les visions qui opposent candidats et candidates.

De toute façon, le pouvoir est ailleurs. Sauf exception, ce ne sont pas les élus qui dirigent les villes mais la haute fonction publique, les mandarins, en fonction d'impératifs de développement économique. Les villes sont organisées pour servir les intérêts des promoteurs immobiliers et des grandes institutions qui font rouler l'économie (et génèrent toujours plus de taxes).

Politiquement, les administrations sont excessivement fortes. Par contre, enjeu par enjeu, surtout en aménagement, c'est beaucoup moins évident. Il est possible de redéployer et d'enraciner une opposition dans les quartiers en mobilisant autour d'enjeux concrets comme l'a démontré, par exemple, la lutte contre le déménagement du Casino dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal. Le mouvement populaire, en alliance avec les nouveaux comités et regroupements de citoyens et de citoyennes, peut redevenir un contre-pouvoir. Ce ne sont pas les urnes qui font peur aux détenteurs du pouvoir mais les mobilisations de masse dans les quartiers.

Plutôt que de s'énerver trop avec les résultats des élections, les révolutionnaires feraient bien de s'enraciner dans les quartiers sur des enjeux précis de logement, d'aménagement et de transport. En s'opposant aux niaiseries des promoteurs et en développant des alternatives, on prépare l'avenir. Bien sûr, ça doit s'accompagner d'interventions politiques ciblées --on va en faire à l'UCL-- mais ça ne sert à rien de partir en peur à la veille de chaque élection. Mieux vaut continuer de les boycotter pour leur ôter toute espèce de légitimité. Notre seule porte de sortie est de se reconstituer une base sociale et, franchement, on est en meilleure posture qu'il y a 10 ans. C'est sur le long terme qu'on va s'en sortir et que s'ouvriront des perspectives de ruptures radicales.

--Perspectives libertaires--

La vraie fraude, c'est le capitalisme!

Depuis un certain temps, les médias de masse, ces entreprises qui déterminent quotidiennement les scoops les plus susceptibles de nous faire acheter leurs torchons, nous assomment avec des histoires de fraudes plates.

Fraudeurs par-ci, fraudeurs par-là : la catastrophe à Madoff, le passe-droit de Lacroix, la chaîne de Ponzi d'Earl Jones qui sourit, et cetera, et cetera. Sans oublier leurs victimes! Ces pauvres victimes qui se plaignent d'avoir vu leurs fortunes s'envoler vers les poches d'un plus gros. À la télé, dans les journaux, une vieille bourgeoise nous confie en grinçant des dents qu'elle sera peut-être forcée de vendre son chalet. Et ce gros, en sanglots, qui ne sait plus comment il fera pour payer les frais d'entretien de sa flotte de gros chars pis de ses condos chers. Pauvres riches... parce qu'on a beau dire ce qu'on veut, hein, pour se faire frauder un million de dollars, faut d'abord avoir été millionnaire. Et ces gens-là ont le culot de réclamer que justice soit rendue?!

Pendant ce temps-là, la vraie vie continue. Le vrai monde continue de perdre sa vie à la gagner. Qu'on se le dise, les vrais fraudeurs sont nos patrons, eux qui s'engraissent en nous payant moins cher que la valeur de ce que notre travail leur rapporte, qui nous sacrent à la porte quand les affaires vont mieux ailleurs. C'est l'État qui donne nos impôts aux riches, qui se remplit les poches et qui se paye des chiens de garde, d'un coup que ça s'énerverait un peu trop dans la bergerie. Et si on parle de fraude, impossible de passer sous silence la situation des femmes. Ces dernières peuvent désormais elles aussi se faire frauder par un patron tout en continuant de se taper la majorité du travail domestique non reconnu et non rémunéré.

Alors que la crise économique pousse un nombre croissant de personnes à remettre en question les rouages d'un capitalisme en faillite, on nous sert sur un plateau quelques belles têtes de fraudeurs cupides, coupables désignés de la débandade économique actuelle. Comme si la crise n'était rien de plus que la conséquence logique de la gourmandise de quelques séraphins plus croches que les autres! Espère-t-on vraiment un capitalisme mieux géré, plus éthique? Sauver nos jobs, maintenir ce système où on produit pour le profit d'une poignée de puissants? Et si, plutôt que de se satisfaire d'un nouveau « retour à la normale », on s'organisait sur nos propres bases pour se débarrasser une bonne fois pour toutes de toutes ces fraudes dont on n'entendra pas parler ce soir au show des nouvelles, et dont nous sommes pourtant collectivement victimes!





L'anarchie de A à Z

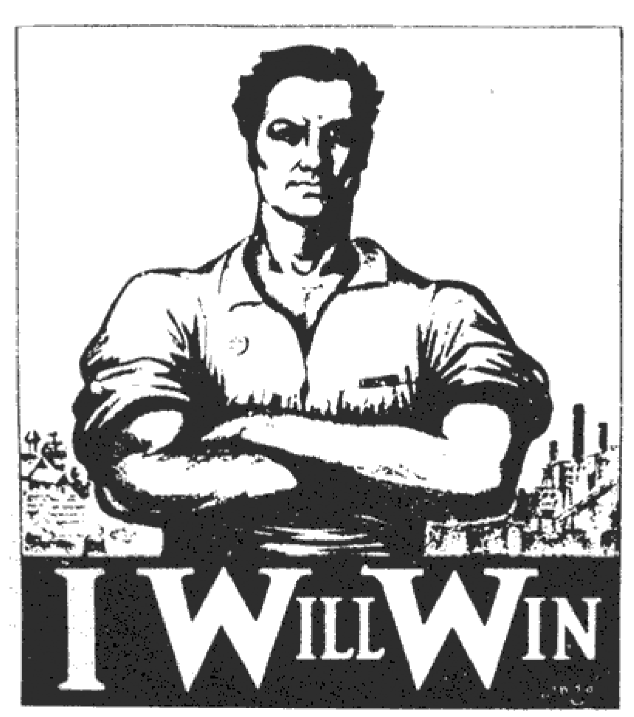
«W» comme Wobblies

Depuis quelques mois, un «nouveau» syndicat révolutionnaire fait parler de lui au Québec: le Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses (SITT). Il s'agit de la section locale des Industrial Workers of the World (IWW) aussi connu sous le nom de wobblies. C'est le mouvement qui soutient la syndicalisation des cafés Starbucks dont nous parlons ailleurs dans ces pages.

Les wobblies sont apparus aux États-Unis, au tournant du siècle dernier (à Chicago, en 1905, pour être plus précis). Il s'agit d'un mouvement syndical qui s'est développé en réaction au conservatisme et à la corruption du syndicalisme d'affaire américain. La grande innovation des wobblies était de pratiquer un syndicalisme industriel fondé sur l'action directe, généralement non-violente, dans une perspective de classe. Les IWW furent la première centrale syndicale américaine à organiser les salarié-e-s non-qualifié-e-s de la grande industrie et à refuser la ségrégation raciale. Les wobblies avaient comme objectif ultime d'organiser toute la classe ouvrière dans un grand syndicat pour renverser le capitalisme par la grève générale.

À leur apogée, les wobblies étaient de toutes les luttes de la classe ouvrière américaine et ont pris la tête de plus de 150 grèves héroïques. Refusant l'institutionalisation et les conventions collectives, considérées comme des «trêves» dans la guerre de classe, les IWW ont pu syndiquer jusqu'à un million de prolétaires au cours de leurs vingt premières années d'existence, sans jamais avoir plus de 100 000 membres à la fois. Une répression inouïe, et dans une moindre mesure des dissensions stratégiques internes, ont provoqué une chute dramatique du mouvement dans les années 1920 et son éclipse progressive comme mouvement de masse jusque dans les années 1950.

Aujourd'hui, les IWW sont surtout concentrés en Amérique du nord et regroupent environ 2000 membres. L'organisation ne compte qu'une poignée d'accréditations



Les initiales I.W.W. ont voulu dire toute sorte de chose au fil des ans. Ici, «je vais gagner».

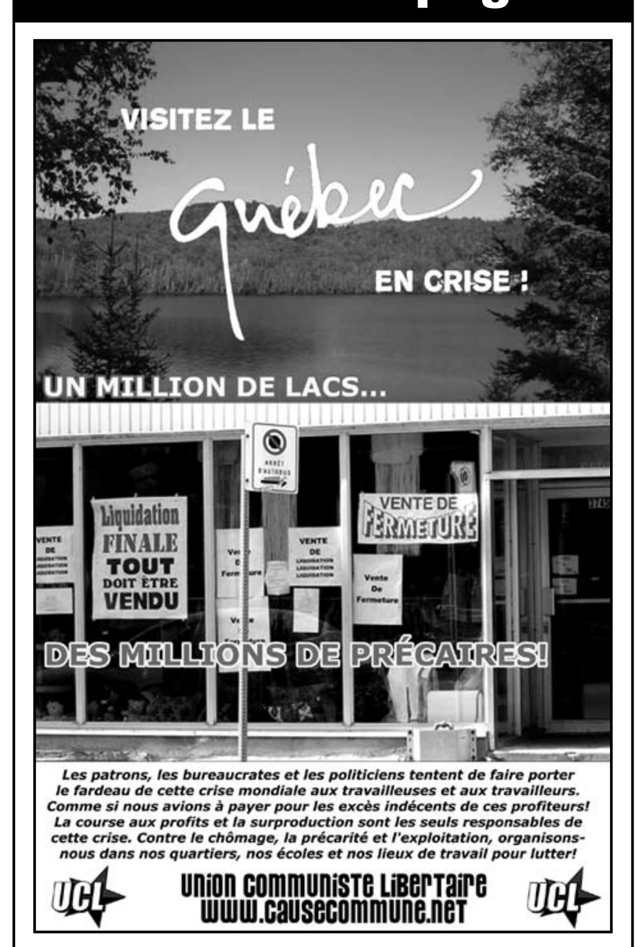
syndicales reconnues mais continue d'attirer plusieurs libertaires intéressé-e-s au syndicalisme et à la solidarité ouvrière. Depuis quelques années, malgré l'absence de stratégies communes, les wobblies jouissent d'un certain regain de vie et sont à l'initiative de plusieurs campagnes intéressantes. Il s'agit sans conteste du principal réseau libertaire «lutte de classiste».

L'implantation contemporaine des wobblies au Québec est récente (1). Pour l'instant, les syndicalistes révolutionnaires semblent se situer dans la continuité de l'action du Réseau de solidarité avec les travailleurs et les travailleuses (RSTT). L'objectif est encore et toujours de relancer le syndicalisme de combat en articulant l'action directe ici et maintenant (campagne «Réclame ta paie»), solidarité et information avec les luttes syndicales en cours et syndicalisation éventuelle de groupes de travailleurs et de travailleuses précaires.

Les avis sont partagés sur les chances de succès de cette stratégie syndicaliste révolutionnaire. Pour l'instant, la ligne est mince entre la pratique d'un groupe comme les wobblies et celle d'une organisation politique solidaire des luttes sociales comme l'UCL. Seul l'avenir nous dira si les wobblies sauront impulser des luttes syndicales autonomes au Québec. Si c'était le cas, il serait alors du devoir des communistes libertaires de les appuyer.

(1) L'IWW a été présente au Québec à différents moments (1905-1914, 1968-1970, 1999-2000). Voir notamment le livre «Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)».

L'UCL en campagne!



Cet automne, l'Union communiste libertaire lance une campagne contre la crise économique. Outre une affiche et un 4 pages d'analyse, l'organisation veut organiser une tournée provinciale avec un militant anarchiste argentin pour nous parler de leur expérience durant la sévère crise économique qui les a frappé et qui avait été le théâtre d'un véritable soulèvement populaire.

Levée de fonds

Pour organiser cette tournée, nous aurons toutefois besoin de sous (beaucoup plus que ce que permet notre budget actuel). C'est pourquoi nous sommes actuellement en campagne de levée de fonds. Vous aussi pouvez contribuer en envoyant un don! Chèque ou mandat poste à l'ordre de «UCL» à poster à UCL a/s E.H. 55051, CP Langelier, Québec (Qc) G1K 9A4

Merci!

Échangeur Turcot

Des logements, pas du béton!

En 2007, le gouvernement libéral, par le biais du Ministère des Transports du Québec (MTQ), imposait aux habitantes et habitants des quartiers Saint-Henri, Ville-Émard, Côte-Saint-Paul ainsi qu'à l'ensemble des quartiers du sud-ouest de Montréal, son énorme projet de réfection de l'échangeur Turcot. Un projet qui coûtera 1,5 milliard de dollars sur sept ans et aura un impact environnemental énorme en plus de provoquer l'expropriation d'environ 170 logements, soit près de 400 personnes. Ces locataires seront évidemment faiblement dédommagé-e-s (trois mois de loyer et les frais de déménagement) en plus d'être laissé-e-s à eux-mêmes dans un marché locatif en pénurie, alors que 86 % des familles dans Saint-Henri sont locataires. Pour couronner le tout, la principale raison des expropriations repose sur le fait que le projet du MTQ consiste à reconstruire à côté des structures actuelles et sans arrêter la circulation, un nouveau réseau routier, entrainant ainsi la destruction de ces logements. Un projet dont le manque de vision est largement dénoncé par divers urbanistes et architectes qui prônent plutôt une vision à long terme de développement urbain à l'exemple de villes telles que San Francisco. En fait, quoi de mieux qu'en période de crise que de créer des grands projets d'infrastructures aux frais de la population et au détriment de l'environnement afin de relancer la machine capitaliste?

Depuis l'annonce du gouvernement, les résidants et les résidantes se sont fortement mobilisé-e-s de différentes façons, entre autre au sein de la coalition Mobilisation Turcot, un regroupement de tables de quartier, de groupes communautaires et de citoyens, principalement de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal. Mais aussi via des comités de quartier comme celui des possibles exproprié-e-s du collectif Cazelais Libre, composé de militantes et de militants libertaires et celui du Village des Tanneries, qui ont organisé des fêtes et des assemblées de quartier à quelques reprises regroupant jusqu'à une trentaine de personnes et reposant sur la base de la démocratie directe. Outre des pétitions, des consultations populaires, du tractage massif et une campagne d'affichage soutenue, ces groupes ont organisé une grande manifestation dans le quartier. De plus, ils ont été fortement présents lors des audiences du Bureau pour les audiences publiques sur l'environnement (BAPE), ce qui aura permis de retarder pendant 30 minutes le début des audiences par une intervention d'une poignée de militants et de militantes qui ont transporté les slogans entamés par le POPIR comité logement à l'intérieur de la salle d'audience. Quelques membres de l'UCL sont d'ailleurs activement impliqué-e-s dans les différents groupes depuis plusieurs mois, agissant ainsi concrètement et de manière conjointe avec les autres libertaires du quartier, afin de permettre une radicalisation de cette lutte populaire.

En septembre, lors du dépôt du rapport du BAPE qui risque d'être le coup de semonce pour une immense mobilisation populaire, les résidants et résidantes qui n'attendent rien de très positif de cette consultation, augmenteront potentiellement leurs moyens d'actions. On peut donc envisager un automne très chaud pour les élu-e-s du Sud-Ouest!

Pour plus de détails sur cette lutte, consulter le blogue de Montréal ou notre brochure «Le Capital en Déroute».



libertaire (UCL). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Vous pouvez soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

Fredy Villanueva

Un an plus tard à Montréal-Nord

Le 9 août dernier, à l'appel de la CRAP (Coalition contre la répression et les abus policiers), avait lieu une manifestation à la mémoire de Fredy Villanueva. Un an après sa mort, tout porte à croire que la société québécoise en entier met tout en œuvre afin de donner raison aux émeutiers et aux émeutières.

Par un curieux renversement dont seuls les journalistes sont capables, la mort d'un jeune de 18 ans non armé a provoqué un nombre record d'appels au respect de l'autorité et aux vertus de la répression. On parla comme jamais des gangs de rues, de la délinquance et de la trop grande tolérance des policiers à leur égard.

Déjà au lendemain de l'émeute, les commentaires méprisants à l'égard des jeunes fusaient, de même que ceux qui se portaient à la défense de la police. S'il y a eu débat sur le geste meurtrier du policier, l'émeute fut quant à elle condamnée sans nuance – preuve, s'il en fallait, que la destruction de la marchandise, ce fétiche moderne, a une valeur considérablement supérieure à celle d'un jeune latino. On parla de la présence d'« agitateurs professionnels » parmi la foule et des nombreux actes de pillage, qui furent en fait minoritaires. Plusieurs dénoncèrent la « victimisation » des jeunes, leur manque de respect et les difficultés auxquelles font face les policiers du quartier. Sous prétexte qu'il aurait provoqué la police, certains jetèrent même le blâme de la mort de Fredy sur le dos de son frère Dany… alors qu'il n'enfreignait aucune ordonnance en étant dans le parc. L'innommable briseur de grève Richard Martineau (cette espèce de réincarnation postmoderne de Gilles Proulx), ajoutait sa touche toute personnelle en donnant la parole aux policiers (sous couvert de l'anonymat) plusieurs jours en ligne dans sa chronique.

La Fraternité des policiers (qui s'approche plus du concept de mafia que de celui de syndicat) ajouta à l'arrogance en blâmant la présence du directeur adjoint du SPVM auprès de la famille Villanueva au salon funéraire: « Ce faisant, la haute direction, en plus de ne pas soutenir ses membres sur la place publique, a donné l'impression d'avoir plus de compassion pour la famille que des considérations pour les policiers ». Selon cette logique propre aux habits bleus: le policier qui a tiré sur Fredy est la vraie victime dans cette affaire, rien de moins. Le syndicat ajouta que les policiers auraient aimé avoir le feu vert afin de mieux matraquer l'émeute et que la seule chose qu'on peut reprocher à Jean-Loup Lapointe, l'assassin en question, est « d'avoir bien fait son travail » (si certains doivent attendre les résultats de l'enquête avant de se prononcer, ce n'est manifestement pas le cas de la Fraternité des policiers).

Une semaine après l'émeute, l'État donnait déjà la mesure de sa solution aux problèmes de Montréal-Nord: les policiers auront droit aux renforts d'une trentaine de leurs collègues et à de nouvelles caméras de surveillance dans leur quartier. Et ce n'était que le début d'une longue série d'événements qui allait prouver la mauvaise foi et l'arrogance des forces de l'ordre: absence d'interrogatoire des policiers par la SQ, tentative de censure du nom des policiers impliqués dans l'affaire (il s'agit de Jean-Loup Lapointe et de Stéphanie Pilotte), absence d'accusation contre les deux policiers en question, absence d'avocat pour la famille Villanueva (alors que les policiers en ont plusieurs payés à même les fonds publics), etc.



Photo: David Simard - www.davidsimard.com

Un an plus tard, nous étions plus de 300 à manifester dans les rues de Montréal-Nord afin d'appuyer la famille et de faire comprendre aux autorités que ce genre d'abus ne passerait pas. Le lendemain, on pouvait constater que l'affaire Villanueva provoquait toujours la même réaction à laquelle la classe dirigeante et ses journalistes nous ont habitué depuis un an… et que les jeunes avaient eu raison de ne pas attendre paisiblement que justice soit faite.

Blackwater USA

Besoin d'une guerre? Nous sommes les spécialistes!

Il y a quelques temps, nous avions publié un article sur la privatisation de la guerre, qui traitait des mercenaires embauchés par le gouvernement états-unien, pour faire sa sale besogne en Irak (1). Tout récemment, une série d'articles de journaux ont remis ce dossier à l'avant scène par des allégations de meurtres, de viols et d'horreurs en tout genre qui auraient été commis par l'une de ces firmes, Blackwater USA maintenant connue sous le nom de Xe Services LLC.

Cette firme est la principale entreprise ayant eu des contrats avec le gouvernement américain pour de multiples tâches telles que la construction, l'entretien d'infrastructures et le ravitaillement en Irak. De 2003 à 2007, le congrès américain estime qu'entre 6 et 10 milliards de dollars U$ ont été dépensés pour leurs services, dont plus d'un milliard pour Xe. Avec 21 000 soldats d'élite à son catalogue, dont 2 300 qui participeraient officiellement à des conflits dans neuf pays dont l'Afghanistan et l'Irak, Xe est la plus grande armée privée du monde (2). Des contrats secrets auraient même été signés entre Blackwater et la CIA afin de capturer et même d'éliminer des dirigeants d'Al-Qaida, selon des sources gouvernementales. (3)

En 2007, après que des mercenaires de Xe aient ouvert le feu sur une foule à Bagdad, tuant ainsi 17 civils, la compagnie fut blanchie de toute accusation en raison de l'immunité offerte par le gouvernement états-unien aux firmes de sécurité. En mars 2009, ils perdirent leur contrat en Irak. Peu de temps après, des mercenaires de leur firme assassinèrent 3 civils afghans à Kaboul.

Tout récemment, Jeremy Scahill, un journaliste indépendant, a publié des témoignages d'employés de Blackwater USA selon lesquels Erik Prince, le fondateur de Blackwater, aurait personnellement tué ou serait complice de meurtre envers au moins un de ses employés qui aurait collaboré, ou aurait planifié de collaborer avec les autorités fédérales américaines enquêtant sur les agissements de Blackwater.

D'autres employés accusent Blackwater et Prince d'avoir fait entrer des armes illégales, via des cargaisons de nourriture pour chien, telles que des armes automatiques munies de silencieux, ou des grenades qui n'explosent qu'une fois avoir pénétré dans le corps de la personne. Selon les allégations de ce journaliste, Erik Prince, qui serait un extrémiste de la droite chrétienne, poursuivrait une croisade religieuse personnelle afin d'éradiquer les musulmans de la surface de la Terre (rien de moins). Prince et ses cadres de direction présentaient d'ailleurs, à leurs employés, le fait d'abattre des civils comme un sport ou un jeu et à la limite comme un safari (4). Par ailleurs, plusieurs témoignages incrimineraient aussi du personnel en Irak de proxénétisme et de pédophilie (5). Sans tomber dans des analogies grossières, on peut toutefois voir plusieurs points de ressemblances entre les mercenaires de Xe et les bandes armées allemandes qui terrorisaient la population pour le compte des capitalistes et des fascistes.

Le gouvernement du Canada dépense également des sommes importantes dans ces compagnies de mercenaires privées (plusieurs millions de $ en 2006). Blackwater est chargée d'entraîner certains soldats en Afghanistan et la très controversée firme Saladin, de protéger l'ambassade et ses dignitaires à Kaboul. Malheureusement, la liberté et la démocratie ont le dos bien large pour les capitalistes qui nous gouvernent!

(1) Cause Commune #17
(2) The Seattle Times, 14 novembre 2007
(3)NY Times, 20 août 2009
(4) The Nation, 4 août 2009
(5)Daily Mail, 10 août 2009





En Afghanistan pour défendre les droits des femmes?

Ça fait combien d'années qu'on nous répète dans tous les médias de masse que la guerre en Afghanistan est noble en opposition aux barbares qui torturaient les femmes et régnaient d'une main de fer sur le pays? Que «nos soldats» donnent leur vie pour la démocratie?

Et bien, croyez-le ou non, le gouvernement «très démocratique et pas du tout barbare» à la solde des États-Unis vient d'adopter une loi sur les droits des femmes.

Selon Human Rights Watch, maintenant, en Afghanistan, les femmes de la minorité chiite pourront se faire retirer tout soutien matériel, y compris la nourriture, par leur mari si jamais elles refusent de satisfaire leurs demandes sexuelles. Ces femmes devront aussi demander la permission à leur mari pour travailler. De plus, les enfants seront toujours placés légalement sous la garde du père ou du grand-père. Finalement, un violeur pourra échapper à toutes poursuites s'il paie «l'argent du sang», c'est à dire une indemnisation selon les lésions causées à la femme violée.

C'est ça défendre les droits des femmes?
Engagez-vous qu'ils disaient...

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Syndicalisation :

Starbucks montre son vrai visage

Nous apprenions, le 13 juillet dernier, que les employé-e-s d'une première succursale de Starbucks au Québec ont déposé une demande en accréditation syndicale auprès de la Commission des relations du travail (CRT). Ce sont les salarié-e-s du Starbucks Germain-des-Prés, à Québec ,qui sont à l'origine de cette demande. Cette situation pourrait sembler banale si ce n'était de l'affiliation du nouveau syndicat : les Industrial Workers of the World (IWW), célèbre centrale syndicale révolutionnaire.

Les IWW ont comme politique d'accepter toutes les demandes de syndicalisation et comme cette centrale mène actuellement, (avec un succès mitigé) une campagne de syndicalisation des Starbucks aux États-Unis, les « partenaires » (comme la multinationale les appelle) se sont naturellement tourné-e-s vers les IWW (qui tentent d'émerger au Québec) bien qu'au départ, ils aient aussi eu des pourparlers avec la CSN et la FTQ.

Comme il fallait s'y attendre, la compagnie, bien qu'ayant d'abord prétendu qu'elle « respectait la liberté de choix de ses partenaires », a décidé de contester cette demande en accréditation devant les tribunaux. Son cheval de bataille est que selon elle, toutes les succursales de la ville devraient composer l'unité de négociation ou aucune d'entre elles. Starbucks a pris les grands moyens pour faire valoir son point de vue en engageant le prestigieux cabinet d'avocats patronaux Heenan Blaikie. La multinationale avait d'ailleurs déjà commencé son travail d'intimidation en salissant les IWW et l'un de ses organisateurs publiquement.

Ce qui a mené les salarié-e-s à lancer une campagne de syndicalisation est principalement la décision de Starbucks de les obliger à travailler un minimum allant de 16h à 24h par semaine selon le poste occupé. Ce fut en quelque sorte la goutte qui fît déborder le vase pour ces employé-e-s précaires qui recevaient parfois leur horaire de travail une journée à l'avance ou qu'on obligeait à demeurer sur le lieu de travail lors des pauses non rémunérées.

Ce genre de campagne de syndicalisation est naturellement plus difficile à mener étant donné le petit nombre d'employé-e-s et de leur fort taux de roulement, mais est d'autant plus nécessaire vu l'état de précarité des travailleurs et des travailleuses et les conditions de travail dans ce genre d'entreprises. Il sera intéressant de voir comment les IWW vont s'en sortir.

Maintenant, il reste à voir ce que cette campagne, qui est très intéressante et ce, sur plusieurs points, va donner… La partie patronale va-t-elle réussir avec l'aide de la « justice » à écraser cette tentative? Cette campagne va-t-elle donner le coup d'envoi à l'essor du syndicalisme révolutionnaire et des IWW au Québec? Cette campagne amènera-t-elle d'autres employé-e-s précaires de petites entreprises à s'organiser?

À suivre sur http://voixdefaits.blogspot.com/

Pour en savoir plus sur la campagne des IWW sur Starbucks, visitez le http://sitt.wordpress.com

Courrier

Qui sème la privatisation, récolte la radicalisation

Les technocrates se croient de plus en plus tout permis, et renforcent leur autoritarisme, dans l'optique où ils ne font qu'appliquer le plan de restructuration néolibéral dicté par le gouvernement. Ils deviennent donc les jardiniers de l'État du parti libéral et des grands groupes financiers.

Marginaliser la résistance amène à des actions de plus en plus radicales dans la fin et les moyens mis de l'avant. Cette marginalisation s'accroît considérablement avec la peur des dominants de «perdre le contrôle».

La radicalisation des luttes est actuellement globale, avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses de Starbuck (IWW), le Centre social autogéré, les grèves des employé-e-s non-syndiqué-e-s, le refus pour la majorité de la gauche d'être guidée par des structures rigides et autoritaires et bien sûr l'effervescence que l'extrême-gauche connaît actuellement.

Il faut constamment ré-analyser les contextes politiques où se déroulent nos luttes, pour ainsi s'adapter et dégager de nouvelles perspectives, permettant de rallier les masses et remporter des victoires concrètes sur nos adversaires.

Le besoin de conscientiser les masses sur l'importance de la solidarité entre gens de même classe est devenu primordial dans ce temps de crise économique et de mouvement des forces politiques en présence. Il faut préparer au plus tôt les gens à se serrer les coudes lorsque sera venu le moment de ne plus reculer et ne plus revenir en arrière, jamais.

Cessons de rêver : affirmons haut et fort nos idées et points de vue antiautoritaires, anticapitalistes et pro-humanistes. Cessons d'avoir peur d'être traité-e-s d'idéalistes, et concrétisons collectivement la société que nous voulons pour demain. Si ce n'est pas nous qui le faisons, qui s'en chargera? (QS? héhé...)

Maxime, étudiant expulsé du cégep St-Jérôme

Luttes urbaines

Le centre-ville de Québec dans la mire des promoteurs

Depuis son arrivée au pouvoir, le maire de Québec, Régis Labeaume, n'a qu'une idée en tête : assurer coûte que coûte le développement économique de «sa» ville. Et tant pis pour le reste! Quand les résidants et les résidantes d'un secteur décident de se regrouper pour s'opposer à la destruction d'un boisé ou la tenue d'un événement touristique particulièrement dérangeant, Labeaume sort ses crocs. Avec lui, les promoteurs en tout genre ont trouvé un allié précieux, capable d'écraser l'opposition populaire quitte à s'allier aux radios poubelles pour s'assurer la victoire.

Rêvant de transformer la ville de Québec en un nouveau Chicago, le maire Labeaume s'est mis en tête de multiplier les gratte-ciel, y compris dans Saint-Jean-Baptiste, le dernier quartier populaire de la Haute-ville. Depuis maintenant plus de 40 ans, les résidants et les résidantes de Saint-Jean-Baptiste se battent contre la destruction de leur milieu de vie. La mise sur pied en 1976 d'un comité de citoyens et de citoyennes combatif (1) a permis de regrouper les forces vives du quartier et de mieux coordonner la riposte. Malgré la pression constante des élites politiques et économiques, plusieurs victoires importantes ont permis d'éviter le pire. Encore récemment, une nouvelle coop d'habitation est apparue là où devaient se construire des condos de luxe, grâce à une bataille de longue haleine (2).

La prochaine manche de cette lutte à finir entre les intérêts des promoteurs immobiliers et la population du quartier s'est amorcée le printemps dernier avec le lancement d'un vaste programme de développement du secteur de la colline Parlementaire. Une vingtaine de sites sont sous la loupe des responsables municipaux. À terme, ce Programme particulier d'urbanisme (PPU) influencera de façon déterminante les rapports de pouvoir au centre-ville entre les classes populaires et la classe dirigeante de Québec, laquelle s'emploie à servir du mieux qu'elle peut les intérêts des multinationales du tourisme et de l'immobilier.

Les enjeux derrière le PPU sont majeurs. Sous prétexte de «densifier» le centre-ville, on souhaite construire plus gros et plus haut, sans se soucier des impacts sur la population environnante. On oublie évidemment de dire que le secteur est déjà le plus densément peuplé de Québec! Construira-t-on des bureaux et des hôtels ou des logements sociaux sur les rares espaces encore disponibles? Quelles seront les mesures prises pour réduire efficacement l'omniprésence de l'automobile, dont la population résidante connaît bien les effets négatifs sur la qualité de vie (pollution, bruit, circulation de transit)?

Pendant que l'administration municipale tente de calmer le jeu en proposant toute une série de consultations publiques pour canaliser l'opposition, le maire Labeaume multiplie les annonces et donne le feu vert à des projets de construction et de démolition. Raison de plus pour se mobiliser dès maintenant, dans la rue, sans attendre le résultat de ces consultations qui ne semblent être là que pour donner un semblant de légitimité à des décisions déjà prises en haut lieu.



La population de Saint-Jean-Baptiste n'a pas dit son dernier mot. Grâce à sa trame urbaine, Saint-Jean-Baptiste reste un quartier à dimension humaine où vivent 9000 personnes, à 83% locataires. M. Labeaume, notre quartier n'est pas à vendre : tenez-vous le pour dit!

(1) Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste.
(2) Voir à ce sujet le dossier sur la Coopérative l'Escalier sur le site : www.compop.net.